

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P.)

OBJET

Audit des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et des installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) de la 14°BSMAT de Nouâtre (37)

et

Audit des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de la 12°BSMAT de Gien (45)

MAITRE DE L'OUVRAGE

Ministère des Armées
SID Nord-Ouest

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE D'AUDIT	3
ARTICLE 2- CONTEXTE D'ENSEMBLE – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2-1 Sites industriels concernés.....	4
2-2 Identification des installations recensées et de leurs exploitants	5
2-3 Points de contacts	6
2-4 Délais de réalisation	6
2-5 Documentation de référence	6
ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DE LA MISSION	7
3-1 Visites d’audits des installations	8
3-2 Réunions avec l’exploitant	8
3-3 Rapport d’audit et de chiffrage des mises en conformité.....	9
3-3-1 rapport d’audit de conformité	9
3-3-2 Rapport de chiffrage des actions, études et travaux de mise en conformité :.....	10
ARTICLE 4- LIVRABLES	11
4-1 Format des livrables	11
4-2 Réception des livrables	11

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE D'AUDIT

L'organisation de la fonction « Environnement » mise en place sur les emprises militaires vise à prévenir les risques et nuisances liés à l'exploitation d'installations classées (ICPE et IOTA). Ainsi, les organismes du ministère des Armées et des anciens combattants doivent, en tant qu'exploitant, respecter leurs obligations définies dans les prescriptions de fonctionnement et les normes applicables, respectivement aux installations classées et aux équipements de leur responsabilité.

Objectifs :

- Identifier les éventuelles installations ICPE/IOTA qui auraient été omises ;
- Identifier les non conformités des ICPE/IOTA existantes et éventuellement omises ;
- Proposer des solutions adaptées et chiffrées, pour chaque non-conformité identifiée ;
- Proposer des solutions compensatoires justifiées et chiffrées, en cas d'impossibilité de répondre à certaines des exigences réglementaires ;
- Mentionner les dérogations/exemptions à obtenir pour les non-conformités qui ne pourraient pas être levées compte tenu de la spécificité de l'installation classée et fournir pour chacune des dérogations, une fiche détaillant la dérogation demandée ;
- Hiérarchiser les préconisations au regard des priorités définies ci-après (**en gras**) ;
- Vérifier le cas échéant si les solutions exprimées sont en accord avec les directives du Contrôle Général des Armées.

La réalisation d'un audit de conformité réglementaire de ces établissements classés au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ou au titre de la réglementation relative à la Loi sur l'Eau, doit permettre de connaître la situation de ces installations vis-à-vis des prescriptions réglementaires applicables et d'identifier les actions correctives à mettre en place pour mettre le site en conformité avec les règles prescrites pour son exploitation.

Le présent marché a pour objectif d'assister les exploitants, en vue :

- D'identifier lors de visites sur sites, les non conformités administratives/organisationnelles et techniques de leurs installations classées recensées ou omises ;
- De définir les actions correctives et les études et travaux à réaliser ainsi que leur coût détaillé.

Pour permettre une planification des actions à réaliser et des travaux à mener, les mises en conformité seront classées selon les ordres de priorité suivants :

1/ Actions études et travaux visant à prévenir les risques d'apparition d'un sinistre (incendie, explosion, pollution), à en limiter les effets et à le combattre efficacement en cas de survenance afin d'assurer la protection des personnes et des biens ;

2/ Actions études et travaux visant à réduire les impacts environnementaux d'un sinistre ;

3/ Actions études et travaux visant à réduire les impacts environnementaux des installations classées en fonctionnement normal ;

4/ autres actions (y compris actions visant à remédier à des non conformités administratives/organisationnelles)

Ces prestations sont à réaliser pour chaque installation ou ensemble d'installations relevant des nomenclatures ICPE et IOTA de chaque site (recensées ou omises) et de leurs installations connexes concourant au fonctionnement de celles-ci (stockage ingrédients, installations de traitements des effluents, réservoirs de stockages, cuves/bassins de rétentions, points de rejets aqueux/gazeux,...).

L'ensemble des clauses sont communes aux deux sites à auditer

ARTICLE 2- CONTEXTE D'ENSEMBLE – DISPOSITIONS GENERALES

2-1 Sites industriels concernés

L'étude porte sur 2 sites industriels du Ministère des Armées :

- La 14°BSMAT de Nouâtre (37) - ICPE et IOTA



Surface batie	64568
Surface aménagée	93041
SHOD	79401
SHON Surface de plancher	
Surface non construite	263845

- Le Détachement de la 12°BSMAT de Gien (45) – ICPE



Surface batie	48284
Surface aménagée	47701
SHOD	55383
SHON Surface de plancher	
Surface non construite	61232

Les installations concernées sont constituées des bâtiments et équipements spécifiques, implantés à l'intérieur des enceintes militaires considérées, dont les exploitants sont définis ci-après.

2-2 Identification des installations recensées et de leurs exploitants

Site de la 14°BSMAT de Nouâtre

➔ **Exploitants** : 14°BSMAT, GSBdD Tours, SID Nord-Ouest (ex ESID de Rennes)

- ICPE et IOTA¹ : Recensements en annexe

Site du Détachement de la 12°BSMAT de Gien

➔ **Exploitants** : 12°BSMAT, SID Nord-Ouest (ex ESID de Rennes)

- ICPE : Recensements en annexe

Certaines installations produisent des déchets stockés en attente d'élimination ou des effluents qui peuvent être rejetés dans les réseaux communaux ou dans l'air.

¹ hors sondages/piézomètres/forages et prélèvement (rubriques 1110, 1120 et 1310 de la nomenclature IOTA)

A ce titre, les prescriptions réglementaires liées aux déchets ou effluents (liquides et gazeux) et à leur stockage ou éventuels rejets sont incluses dans le périmètre de la prestation d'audit.

Néanmoins la prestation ne prend pas en compte la réalisation de prélèvements/analyses dans l'air ou dans l'eau mais le contrôle de leur bonne exécution par l'exploitant selon les échéances/périodicités réglementaires et de leur qualité par rapport aux limites fixées par la réglementation/la convention de rejets.

2-3 Points de contacts

- Détachement de la 14°BSMAT de Nouâtre (37)

Monsieur Franck COLLET – Chef du bureau PMRE

Tél : 02.47.72.52.02

franck.collet@intradef.gouv.fr

et

Madame TRAVOUILLOON Laëtitia – Chargé de protection de l'environnement

Tel : 02 34 37 81 03

laetitia.travouillon@intradef.gouv.fr

- Détachement de la 12°BSMAT de Gien (45)

Monsieur Mathieu HAETTY – chef du bureau prévention

Tél : 02.38.29.81.68 et

mathieu.haetty@intradef.gouv.fr

et

Madame Sarah PHILIPPOT - Bureau Prévention

Tél : 02.38.29.86.61

sarah.philippot@intradef.gouv.fr

2-4 Délais de réalisation

- 2 semaines pour réaliser une réunion de démarrage sur chacun des sites à compter de la date de notification ;
- 7 semaines à l'issue de la réunion de démarrage pour remettre le rapport « initial » d'audit de conformité et de chiffrage des travaux par priorité ;
- 2 semaines à l'issue de la remise du rapport initial pour organiser une réunion de présentation sur le site de l'exploitant au cours de laquelle les remarques pourront être formulées par ce dernier et par les représentants du bureau prévention de l'Etat Major de Zone de Défense de Rennes et du pôle de Conduite d'Opération de Rennes du SID Nord- Ouest ;
- 1 semaine après cette réunion, un rapport final (1 par site) tenant compte des remarques formulées et répondant aux questions posées, sera transmis à l'exploitant pour lui permettre d'établir un planning des actions correctives à mener et une programmation pluri annuelle des travaux à réaliser.

2-5 Documentation de référence

Pour la réalisation des prestations, les correspondants locaux (exploitant, USID), mettront à la disposition du titulaire (dans la limite de ce dont ils disposent) pour les sites à auditer :

- le plan de situation ;

- le plan de masse ;
- le plan de réseau ;
- le plan des installations à auditer ;
- les dossiers de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation d'exploiter la (ou les) installation(s) ;
- les arrêtés ou récépissés relatifs aux installations régulièrement déclarées enregistrées ou autorisées ;
- les derniers rapports des contrôles et vérifications périodiques obligatoires (CVPO) y compris résultats d'analyses ainsi que les rapports de contrôle des organismes agréés (pour les installations soumis au régime de la déclaration avec contrôle)
- les autres procès-verbaux de visite de contrôle de l'installation e : Rapports de contrôles réalisés par l'Inspection des Installations Classées du Contrôle Général des Armées (CGA – IIC). Rapports de protection/prévision Incendie réalisés par l'Officier Supérieur de Protection contre l'Incendie.
- les rapports des précédents audits de conformité (exemple : *audit de conformité des installations de Nouâtre, réalisé en 2016*) ;
- tous documents utiles à l'audit et liés à la conception et au fonctionnement des installations auditées;
- les projets d'évaluation environnementale ou d'autorisation environnementale dans lesquels s'inscrivent éventuellement les installations ;
- les dossiers techniques amiante (DTA) ;
- les consignes de sécurité liées à la visite ;

La remise de ces documents donnera lieu à l'établissement d'un PV faisant l'inventaire des pièces remises, soumis à la signature du titulaire, et du représentant de l'organisme militaire. Ces documents devront être impérativement restitués à l'issue de la réalisation complète de la mission, dans un délai de 2 semaines.

L'absence de tout ou partie des documents ne libère pas le prestataire de ses obligations dues au titre de ce présent marché public.

ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DE LA MISSION

Dans le cadre de sa prestation, le titulaire :

- identifiera les informations administratives existantes (statut au regard des nomenclatures ICPE/IOTA, disponibilité des actes administratifs, etc.) ;
- vérifiera le niveau d'activité/la quantité de substances ou mélanges des installations au regard des seuils des nomenclatures ICPE et IOTA
- vérifiera le calcul des cumuls : exhaustivité de la prise en compte des activités/substances dans les règles de cumuls des rubriques des nomenclatures ICPE/IOTA ;
- Suivant le résultat de la vérification, il indiquera à l'exploitant la nécessité de procéder à un changement de situation réglementaire ainsi que le besoin de procéder à une information en direction des services administratifs (CGA/IIC, DTIE) ;
- vérifiera la présence physique des installations et la situation de l'exploitation (exploitation en continu, fonctionnement en secours, durée annuelle de fonctionnement, exploitation arrêtée);
- identifiera les éventuelles installations classées qui auraient été omises.

En raison du caractère essentiel de la prestation d'audit (visites et rapport), hors chiffrage, le titulaire ne pourra pas sous-traiter l'exécution de cette prestation à une autre société.

La présente mission comprend les prestations suivantes :

3-1 Visites d'audits des installations

Le temps alloué et les compétences des personnes affectées à la réalisation de cette prestation d'audit sont essentiels pour permettre la production de rapports exhaustifs et fiables. Ces points feront l'objet d'une attention particulière lors de l'étude des offres remises par les candidats.

La visite de chacun des 2 sites concernés est obligatoire.

Ces visites ont pour objet :

- d'identifier les éventuelles installations ICPE/IOTA qui auraient été omises
- d'auditer les installations classées déjà recensées et celles omises

Le titulaire effectuera autant de visites des sites que nécessaire. La réalisation de ces visites sera réglée de manière forfaitaire. Si plusieurs visites sont nécessaires, cela ne donnera pas lieu à facturation supplémentaire.

Le prestataire devra prévoir les EPI et l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne réalisation de l'audit (nacelle, escabeau sécurisé, ...). Ces moyens ne seront en aucun cas fournis par l'exploitant.

Le prestataire ne pourra pas arguer de l'absence de moyens nécessaires pour justifier de l'impossibilité de se positionner sur la conformité réglementaire des installations auditées.

Pour l'organisation des visites d'audit des sites, le titulaire prendra contact dès la notification, avec les représentants des exploitants sur place identifiés au § 2.3 « points de contact » ci-avant

3-2 Réunions avec l'exploitant

Une réunion de démarrage de la prestation relative aux audits, sera initiée par le titulaire sur le les sites des 2 exploitants en présence de ces derniers. Cette réunion de démarrage, aura lieu dans les 15 jours à compter de la notification du marché et aura pour objet de présenter l'intervention, de caler les modalités de réalisation de la prestation, de procéder au recueil des documents, ...

Dans les 15 jours suivants la remise des rapports initiaux aux exploitants, le prestataire organisera sur chacun des sites une réunion de présentation synthétique des rapports d'audits et de chiffrage des travaux par priorité. Elle permettra de recueillir les remarques de l'exploitant ainsi que celles du bureau prévention de l'EMZD de Rennes et du maître d'ouvrage, en vue de préparer le rapport final.

Pour effectuer sa présentation lors de ces réunions de synthèse (1 sur chaque site) le titulaire s'appuiera sur une projection de type « power point ».

Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu à la charge du titulaire, reprenant le détail des échanges et décisions prises. Ce compte rendu sera diffusé au plus tard 2 jours après la réunion.

3-3 Rapport d'audit et de chiffrage des mises en conformité

3-3-1 rapport d'audit de conformité

A l'issue de la visite des installations de chaque site, le prestataire devra remettre un rapport d'audit comprenant les éléments suivants :

- Le procès-verbal de remise des pièces ;
- Une fiche de données spécifiques par installation ;
- L'identification des textes réglementaires applicables ;
- La situation générale de l'installation classée au regard cette réglementation ;
- Les descriptions des non-conformités administratives illustrées de commentaires ;
- Les descriptions des non-conformités techniques illustrées de photos et de commentaires ;
- La présentation des exemptions/dérogations éventuelles ;

Pour chaque installation classée ou groupe d'installations regroupées sous un acte administratif unique et pour leurs installations connexes, devront à minima figurer les paragraphes suivants :

- **La synthèse des données spécifiques de l'installation audité (ICPE et IOTA) :**
 - le libellé : appellation courante de l'emprise, du bâtiment ou de l'aire aménagée et de l'IC (ex: Dèt 12 BSMAT GIEN - BAT XXX – ICPE/IOTA n° YY);
 - la (ou les) rubrique(s) des nomenclatures ICPE et IOTA (art R.511-9 et R 214-1 du code de l'environnement) et son intitulé ;
 - la date de mise en service ;
 - la désignation de l'exploitant ;
 - le régime administratif auquel l'installation est soumise (déclaration avec ou sans contrôle, enregistrement ou autorisation) ;
 - le critère et l'unité de classement : renseigner la donnée technique justifiant le classement de l'installation (ex: x MW pour une chaufferie) ;
 - les valeurs seuils réglementaires à respecter et les valeurs d'émissions mesurées (mesures ponctuelles, auto-surveillance, etc.) ;
 - l'exploitation (exploitation en continue, secours, durée annuelle de fonctionnement, etc.) et le principe d'exploitation ;
 - le numéro unique ministériel transmis par l'exploitant

NB : La trame du rapport d'audit proposée par le candidat dans son offre sera affinée en réunion préparatoire en relation avec l'exploitant, pour aboutir au modèle définitif attendu.

L'identification du référentiel réglementaire

Pour chaque installation ou ensemble d'installations, le titulaire devra présenter l'identification des référentiels nationaux et locaux encadrant son exploitation (arrêté de prescriptions générales

et/ou spécifiques etc.) et sur lequel il s'est appuyé, pour réaliser l'audit de fonctionnement et de conformité.

- **La liste détaillée des non-conformités organisationnelles, administratives et techniques** en précisant pour chaque non-conformité constatée, les raisons précises conduisant à ce constat en faisant référence à l'article concerné dans la réglementation.

- Les non conformités feront l'objet d'une illustration (photo) et d'un descriptif détaillé justifiant de leur écart par rapport aux exigences.
- Elles seront classées pour chacune des installations, selon les priorités définies à l'article 1 ci-dessus.
- Le rapport identifiera également les dispositions prises qui permettent de justifier de leur conformité aux prescriptions réglementaires applicables ;
- Les éventuelles exemptions/dérogations de mise en conformité seront identifiées et justifiées en référence à la réglementation.

Cependant même en cas d'exemption, les études ou travaux correspondants seront chiffrés pour permettre à l'exploitant de se positionner sur leur réalisation ou non.

3-3-2 Rapport de chiffrage des actions, études et travaux de mise en conformité :

Pour chaque installation ou ensemble d'installations, le titulaire fournira un détail des actions et travaux de mise en conformité à réaliser comprenant :

- la présentation des hypothèses retenues pour la remise à niveau de l'installation ;
- un descriptif des prescriptions techniques, administratives et organisationnelles à mettre en œuvre pour assurer la mise en conformité de l'installation ;
- un classement des actions, études et travaux de mise en conformité à réaliser, par priorité définies à l'article 1;
- la liste des exemptions/dérogations éventuelles ;
- la définition des estimatifs financiers détaillés associés à chaque prescription (y compris celles sujettes à exemption/dérogations);
- les éventuelles mesures compensatoires envisageables techniquement et acceptables économiquement en cas d'impossibilité d'appliquer une prescription ;

Ainsi une fiche explicative sera élaborée pour chacune des actions études et travaux à mener comportant :

- Pour les études et actions à mener ou procédures à mettre en place : fourniture du détail de leur contenu et les références réglementaires à suivre pour les réaliser ;
- Pour les travaux à réaliser : fourniture d'un descriptif détaillé et des schémas présentant la mise en œuvre des préconisations ainsi que des illustrations/photos de produits et d'équipements types.
- De procéder à une estimation détaillée des coûts relatifs aux :
 - Travaux de construction/déconstruction/modification ;
 - Opérations de démontage et évacuation de matériels ;
 - Main d'œuvre et prestations de fourniture ;
 - Prestations intellectuelles nécessaires (études spécifiques, analyses, SSI, SPS, CT, etc.) ;
 - Structures ou installations provisoires nécessaires au maintien de l'activité durant les travaux ;
 - Mois de référence de cette estimation.

Le titulaire précisera pour chaque estimation la base de référence sur laquelle il s'est appuyé.

ARTICLE 4- LIVRABLES

4-1 Format des livrables

Les rapports d’audits et de chiffrage des travaux de mise en conformité seront remis au maître d’ouvrage dans les délais précisés à l’art.2-4 aux formats informatiques suivants :

Contenu	Envoi électronique
Rapports d’audit et de chiffrage des actions, études et travaux	1 (formats WORD 2010 et PDF)
Base de données des non conformités et des coûts détaillés	1 (Format EXCEL 2010 et PDF)

Les envois numériques par mails de pièces jointes d’une taille supérieure à 5 Mo seront à faire via le site « France Transfert » : <https://francetransfert.numerique.gouv.fr/upload>

Les documents exigés au titre du présent marché seront réputés complets, conformes sur la forme et sur le fond. Les éventuels ajustements seront à la charge du titulaire au titre du présent marché.

4-2 Réception des livrables

Les livrables pourront être sujet à autant de demandes de corrections, afin de répondre aux remarques et questions exprimées par l’exploitant ou toutes personnes amenées à émettre un avis sur l’audit (EMZD et SID Nord-Ouest).

La reprise du document ne donnera pas lieu à complément de rémunération dès lors que les demandes sont liées à des éléments prévus dans la prestation.

Les modalités pratiques en sont les suivantes :

- Contrôle de la pertinence et de la forme du rapport d’audit initial
- Délais de vérification : 15 jours à l’issue de la remise du rapport d’audit.
 - Responsable de vérification : Exploitant concerné.
- Délais de correction du rapport d’audit : 5 jours à l’issue de la demande de corrections.

A la remise du rapport corrigé, si certaines remarques formulées sur le rapport initial n’ont pas été prises en compte, le prestataire s’expose à l’application de pénalités.

La réception du rapport d’audit final sera formalisée par l’envoi par le représentant du maître d’ouvrage, d’un ordre de service validant le travail réalisé.